

La guerre d'Israël contre le *Hamas* : quelles leçons pour la région et l'ordre mondial ?

Elie BARNAVI

Historien, essayiste, ancien ambassadeur d'Israël en France.

Note préliminaire : Ce texte est celui d'une conférence prononcée le 29 janvier 2024. Six mois plus tard, sa portée reste cependant étonnamment actuelle.

L'assaut du *Hamas* du 7 octobre 2023 et la riposte israélienne qui s'est ensuivie constituent un de ces événements disruptifs qui divisent l'histoire en un avant et un après. Comment essayer de l'appréhender dans ses dimensions stratégique, régionale et internationale ? C'est un exercice difficile qui appelle quelques réflexions liminaires.

D'abord, l'événement est loin de son terme. On devine qu'il est susceptible de bouleverser durablement l'ordre régional, voire mondial, mais on ignore comment. Ensuite, la multiplicité des acteurs, la complexité des liens qui les unissent et le jeu d'influence auquel ils se livrent, brouillent singulièrement la vision. Par rapport à ce qui se passe au Proche-Orient, la guerre froide était d'une simplicité biblique. Enfin, il faut compter avec la part d'irrationnel, généralement sous-estimée dans les relations internationales, où seuls sont censés jouer des intérêts rationnellement définis. Les États sont des monstres froids, dit-on, c'est peut-être le cas, mais ils obéissent à des êtres au sang chaud. C'est encore plus vrai dans nos contrées, où la passion religieuse, peu connue pour se soumettre à la raison, joue le rôle que l'on sait. Mon propos sera développé autour de trois questions : Quelle était la situation avant le 7 octobre et comment l'attaque du *Hamas* a été possible ? Quels sont les alignements stratégiques qui se mettent en place sous nos yeux, sur les deux plans, régional et international ? Enfin à quoi pourrait ressembler le monde d'après ?

Le contexte

Vu d'Israël, l'ordre régional d'avant le 7 octobre et la position de l'État juif au Proche-Orient étaient fondés sur un certain nombre de présupposés. Le premier

était son absolue supériorité militaire. Israël dispose en effet de l'armée la plus puissante de la région et des services de renseignement qui comptent parmi les meilleurs au monde. Deuxième présupposé, consubstantiel au premier, Israël est seul garant de sa propre sécurité et en détermine souverainement les modalités. Troisième présupposé, Israël est une villa dans la jungle. Autrement dit, c'est un État démocratique, puissant et prospère, entouré d'autocraties plus ou moins faillies. Quatrième présupposé, les Palestiniens avaient, avant le 7 octobre, quasiment disparu du radar du monde, en général, et du monde arabo-musulman, en particulier. Pour preuve ? Les accords d'Abraham ⁽¹⁾ signés hier, la normalisation avec l'Arabie saoudite projetée pour demain.

Cet échafaudage diplomatique et conceptuel s'est effondré le 7 octobre. De ces ruines, a surgi une réalité bien plus complexe et infiniment moins confortable. La puissance militaire d'Israël reste un fait, mais c'est comme si avaient été oubliés les enseignements d'un autre mois d'octobre, celui de la guerre du Kippour de 1973. Une armée n'est efficace que si elle est sur ses gardes ; ses renseignements ne valent que s'ils sont correctement interprétés. C'était aussi oublier la grande leçon de Thomas Hobbes dans son *Léviathan* (1651) : dans l'état de nature, qui est le nôtre hélas, nul n'est trop faible pour n'être point capable de tuer le plus fort. C'était oublier surtout à quel point la sécurité d'Israël est dépendante des arsenaux américains. Cette dépendance militaire est une vieille histoire dans l'existence d'Israël : la livraison des armes tchèques lors de la guerre d'indépendance en 1948, la fourniture de matériels français lors de la campagne de Suez en 1956 et de la guerre des Six Jours en 1967, le pont aérien américain sans lequel *Tsahal* n'aurait jamais pu rétablir en sa faveur la situation pendant la guerre du Kippour en 1973. État démocratique et prospère, certes, mais qui a laissé la jungle s'installer chez lui. La Cisjordanie occupée, livrée aux colons extrémistes, des pogroms antipalestiniens quasi quotidiens, des provocations répétées sur le mont du Temple pour les juifs – le Haram al-Sharif pour les musulmans –, une tentative de coup d'État judiciaire visant à mettre la démocratie israélienne à l'heure de Budapest ou d'Ankara, dix mois de guerre civile latente qui ont déchiré le tissu social et mis à mal les corps constitués, armée et services de sécurité compris, le tout sous l'œil gourmand de tout ce que la région compte d'ennemis de l'État juif. Quant à l'enterrement de première classe de la question palestinienne, Accords d'Abraham nonobstant, le peuple palestinien était toujours là, le feu couvait sous la cendre, et il était évident qu'un jour, il allait s'embraser. À sa manière barbare, le *Hamas* se chargeait de le rappeler.

Ce qui m'amène au cinquième et dernier présupposé, qui a préparé de longue main la catastrophe du 7 octobre : le *Hamas* est plutôt un atout pour Israël. C'était le cœur de la stratégie palestinienne du Premier ministre Benjamin

⁽¹⁾ Les Accords d'Abraham sont deux traités de paix conclus par Israël, l'un avec les Émirats arabes unis (EAU) et l'autre avec le Bahreïn sous l'égide des États-Unis. Ils furent signés à la Maison-Blanche sous la présidence de Donald Trump le 15 août 2020. Ces accords furent suivis de traités similaires avec la Maroc et le Soudan.

Netanyahou. S'assurer que l'organisation terroriste soit assez faible pour ne pas mettre Israël en danger et assez forte pour se maintenir au pouvoir pour que les deux entités palestiniennes, la Cisjordanie et la bande de Gaza, restent bien séparées. De la sorte, on croyait conjurer le spectre d'un l'État palestinien. D'un côté, une autorité qui ne représente que la moitié du peuple palestinien détenait le pouvoir. De l'autre, une organisation terroriste qui ne reconnaît pas l'État d'Israël. Or, le *Hamas* n'est pas un mouvement de libération comme un autre, dont l'objectif est de débarrasser le territoire national d'une puissance jugée étrangère et de la remplacer par une entité indépendante. C'est, comme son nom et sa charte fondatrice l'indiquent, un mouvement religieux radical : *Hamas* est l'acronyme de *Harakat al-Muqawwama al-Islamiyya*, mouvement de résistance islamique. Son but n'est pas la création d'un État palestinien aux côtés de l'État d'Israël, mais en lieu et place de l'État d'Israël. En effet, selon le *Hamas*, la Palestine n'est pas un territoire disputé entre deux peuples et que l'on peut, à la rigueur, envisager de partager. C'est un *waqf*, une dotation islamique inaliénable. Voilà pourquoi la logique du conflit du *Hamas* contre Israël relève non de la guerre d'indépendance, mais de la guerre de religion.

Les ennemis en présence

Venons-en au traitement de la deuxième question relative aux lignes de force qui s'expriment aujourd'hui au sein et autour du conflit. Considérons l'alignement des forces régionales d'après le 7 octobre, *Hamas* et *Jihad* islamique au sud, cellules armées de Cisjordanie et milices pro-iraniennes d'Irak et de Syrie à l'est, *Hezbollah* libanais au nord, *Houthis* yéménites en mer Rouge. Toutes ces organisations sont manipulées à divers degrés par l'Iran, qui est une théocratie chiite militarisée. Tout se passe comme si la guerre de Gaza était une guerre israélo-iranienne par milices interposées. Or, la guerre d'Iran et de ses alliés contre Israël est un projet idéologique de nature religieuse, dépourvue de toute logique rationnelle et affirmée comme telle. Cela dit, en Israël aussi, des forces politiques importantes qui participent au gouvernement vivent l'affrontement entre le *Hamas* et l'ensemble du peuple palestinien comme un conflit de religions : à l'inaliénabilité du *waqf* musulman répond, point par point, celle du don par Dieu de l'ensemble du pays d'Israël au peuple juif.

Évidemment, une guerre de religion n'est jamais chimiquement pure. C'était déjà le cas des guerres de religion dans l'Europe du XVI^e siècle, c'est aussi le cas ici ; le pari stratégique du *Hamas* était d'entraîner ses alliés dans le déluge final contre l'entité sioniste. Pour l'heure, et malgré l'affrontement à intensité croissante sur la frontière libanaise entre Israël et le *Hezbollah*, ce pari a été perdu. En effet, contrairement au *Hamas*, qui n'est comptable que de lui-même, le *Hezbollah*, acteur majeur de la politique libanaise, en même temps que féal de l'Iran, est pris dans un tissu de considérations et d'intérêts complexes qui réduit sa marge de manœuvre.

Ainsi, par cercles concentriques, la guerre de Gaza irradie les territoires palestiniens, les pays limitrophes du Proche-Orient, ceux du Moyen-Orient et, au-delà, la géopolitique planétaire. Plus on est proche de l'épicentre et plus les secousses du conflit se font durement sentir. Naturellement, les voisins d'Israël sont les plus affectés. Le territoire de la Syrie, État morcelé et failli, est depuis longtemps le terrain d'affrontement entre l'Iran et Israël. Le Sud-Liban est en guerre ouverte et Beyrouth tremble de voir les combats s'étendre à l'ensemble du territoire. L'Égypte craint un débordement dans le Sinaï des Gazaouis. Enfin, la Jordanie, dont le gros de la population est palestinien, est, de ce fait, menacée de déstabilisation. Ces deux derniers États et les autres pays sunnites de la région – le deuxième cercle – sont tous, à l'exception du Qatar, hostiles au *Hamas* et plus ou moins alignés sur Washington. D'ailleurs, ceux qui ont déjà signé des accords de paix avec Israël ne songent pas à les dénoncer. Le troisième cercle est constitué des puissances de ce qu'il est convenu d'appeler le « Sud global », entité gazeuse et fluctuante, qu'anime un vieux fond d'anti-américanisme tiers-mondiste et où Israël fait figure de poste avancé de l'Occident. Le procès intenté par l'Afrique du Sud à Israël pour fait de génocide devant la Cour de Justice internationale de La Haye illustre à la perfection cette posture. Enfin, on trouve dans ce marais, en surplomb, les deux puissances révisionnistes, la Russie et la Chine, peu connues pour leur mansuétude à l'égard de leur propre population musulmane ⁽²⁾, mais auxquelles Gaza offre, dans une curieuse alliance avec les islamistes à l'extérieur, une occasion en or de damer le pion de Washington.

Dans cette configuration malcommode, les États-Unis sont à la peine. Ils espéraient s'extraire du Proche-Orient, les voici forcés de s'y impliquer derechef. Soutien militaire massif à Israël et couverture diplomatique à l'ONU. Cette position se paie : sur le front intérieur, où la désaffection d'un nombre croissant d'électeurs démocrates dans une poignée d'États clés risque de faire perdre à Joe Biden la présidentielle ; sur le front extérieur, où l'administration ne parvient pas à reformer autour d'elle la coalition qu'elle avait réussie, tant bien que mal, à réunir contre l'agresseur russe en Ukraine. L'exemple de la coalition *Gardien de la prospérité* lancée par les États-Unis contre les *Houthis* en mer Rouge est parlant. Logiquement, la mobilisation internationale, à l'instar de celle qui s'était mise en place en son temps, contre les pirates de la côte somalienne, devrait relever de l'évidence de bon sens. Si le Canada, la Grande-Bretagne, l'Australie, la Grèce et le Bahreïn ont rejoint la coalition, des alliés aussi cruciaux que la France, l'Espagne, l'Italie et l'Inde ont annoncé que leurs propres opérations maritimes seraient indépendantes de la coalition américaine, par crainte d'apparaître comme des alliés d'Israël.

Résumons la donne, la guerre de Gaza est un conflit asymétrique dans un coin de la Méditerranée orientale qui métastase dans la région et au-delà, mettant

⁽²⁾ NDLR : voir dans ce numéro, l'article d'Ulrich Bounat, « L'islam de Russie, kaléidoscope face aux défis de la sécularisation », p. 113-117.

à mal les équilibres régionaux et internationaux. Elle risque à tout moment d'allumer une guerre majeure dont personne ne veut. Voilà la situation telle qu'elle se présente.

Le monde d'après

Alors, et c'est mon dernier point, imaginons une issue favorable à la campagne militaire conduite par Israël : celle-ci reste circonscrite à la bande de Gaza, ne traîne pas trop en longueur, ne va pas au-delà du supportable, et atteint son objectif, à savoir la destruction du *Hamas* comme organisation. Comment alors remplir le vide ainsi créé ? De quoi ce jour d'après pourrait-il être fait ? Ce qui rend la réponse à cette question presque impossible est, on l'a vu, la prolifération des acteurs et des buts de guerre. Le *Hamas*, c'est simple, veut survivre, c'est-à-dire garder la capacité de se maintenir au pouvoir d'une façon ou d'une autre. Israël, c'est déjà plus compliqué, veut la destruction définitive du *Hamas* et récupérer les otages. Ces deux buts de guerre sont présentés comme allant de pair, ce qui est pour le moins discutable. On ne sait pas très bien non plus ce que détruire le *Hamas* veut dire. Si c'est comme le proclame le gouvernement, l'annihiler jusqu'au dernier combattant et déradicaliser le territoire, autrement dit, extirper de la tête des gens l'idéologie islamiste, c'est irréaliste. Si, en revanche, il s'agit de démanteler les structures militaires et politiques de l'organisation, c'est faisable. C'est d'ailleurs en train cours.

Aussi extraordinaire que cela paraisse, le gouvernement d'Israël n'a aucun plan cohérent pour l'après-guerre. La raison est simple, dans sa composition actuelle, il est incapable d'en concevoir un. Son extrême droite veut récupérer la bande de Gaza, la vider de ses habitants et reconstituer les colonies juives démantelées en 2005, excusez du peu ! Netanyahu sait que c'est impossible, ne fût-ce qu'en raison de l'opposition américaine, mais il se garde bien de proposer autre chose au-delà des slogans généraux, car cela signifierait la chute de sa coalition. Tant qu'il sera au pouvoir, rien ne sera possible. Assurément, l'extrême droite tombera en même temps que Netanyahu lui-même, dont plus de trois quarts des Israéliens ne veulent plus. Ce qui ne veut pas dire que cette extrême droite ne conservera pas un pouvoir d'influence et de nuisance après. Dès la fin de la campagne militaire, nous retrouverons en Israël l'affrontement entre les camps ennemis que nous avons connu tout au long de l'année, qui a précédé le massacre du 7 octobre, sans doute démultiplié. Comment tout cela peut-il tourner ? Je crains que, lorsque le moment de vérité surviendra et qu'il faudra bien arriver aux décisions douloureuses, Israël n'échappe pas à une forme quelconque de guerre civile larvée ou accompagnée de soubresauts.

Le ministre de la Défense, Yoav Gallant, dont les relations avec le Premier ministre sont exécrables, a présenté récemment un plan fondé sur un double principe : le *Hamas* ne dirigera plus Gaza, et Israël ne dirigera pas Gaza sur le plan civil. En pratique des comités locaux composés de Gazaouis, dont la désignation devrait

être approuvée par Israël, seraient affectés à la gestion des affaires civiles. Dans un deuxième temps, une force internationale composée de pays arabes modérés, ainsi que des États-Unis et de l'Europe, assumerait la responsabilité de la reconstruction et de la réhabilitation économique du territoire. Israël conserverait, de son côté, la capacité d'opérer militairement dans la bande de Gaza, sans restriction d'aucune sorte. Les chances du plan Gallant sont évidemment nulles et pas seulement parce que son adoption par le gouvernement en signifierait la fin. Outre que l'on voit mal qui accepterait de siéger dans ces comités locaux au péril de sa vie, comment une coalition internationale, comme celle envisagée par Yoav Gallant, peut-elle se mettre en place dans ces conditions ? Les Américains, eux, ont fermement défini publiquement trois conditions négatives : pas de présence israélienne permanente, pas de déplacement de la population palestinienne, pas de diminution du territoire. Ce dernier point fait référence à l'idée avancée par l'*establishment* sécuritaire israélien d'une bande de sécurité en territoire palestinien. Ces trois « non » posés, on aperçoit les contours d'un plan de sortie de guerre tel que le dessinent les travaux de *think tank* de Washington, les déclarations publiques des responsables américains et ce qui transpire de leurs entretiens avec le gouvernement israélien.

En toute urgence, puisqu'il importe d'occuper aussitôt le vide créé par l'élimination du gouvernement islamiste à Gaza, il s'agit de mettre en place un dispositif intérimaire qui prenne en charge simultanément trois tâches dont l'urgence est absolue : la sécurisation du territoire, assurée par une force multinationale, à dominante arabe, et de préférence sur un mandat du Conseil de sécurité des Nations unies ; la mise en place d'une administration palestinienne provisoire, sous l'égide de l'autorité de Ramallah, seule entité palestinienne reconnue par le monde entier, Israël compris, et qui paie toujours les fonctionnaires de Gaza pour ne rien faire ; enfin, le début de la reconstruction avec l'aide des pays arabes voisins et du Golfe, ainsi que celle de l'Europe, des États-Unis et des organismes financiers internationaux.

En même temps, il faut offrir aux Palestiniens un horizon diplomatique, autrement dit, imposer aux parties un règlement du conflit israélo-palestinien. Pour aboutir à quoi ? Eh bien, à un État palestinien souverain aux côtés de l'État d'Israël. Il est presque comique que, sauf aux deux bouts du spectre idéologique, tout le monde, une fois l'idée de nouveau sur la table, se rallie d'office à cette solution. C'est qu'il n'y en a tout bonnement pas d'autres ! C'est une idée presque centenaire, proposée pour la première fois par les Britanniques en 1937, validée par la communauté des Nations dix ans plus tard, lors du vote à l'ONU sur le partage de la Palestine, négociée dans les moindres détails dans la foulée des Accords d'Oslo de 1993. Il est grand temps qu'on la mette enfin en œuvre. Qu'il ait fallu la tragédie du 7 octobre pour en redécouvrir l'évidence, voilà un exemple de plus d'une triste vérité d'histoire. Les Nations ne se résolvent aux solutions raisonnables qu'après avoir épuisé toutes les autres.

Pour conclure

Un mot de conclusion provisoire, pour l'Israélien que je suis, il y a de bonnes raisons de se laisser aller au désespoir. Mon pays est gouverné par une équipe corrompue et incompétente, composée de fous de Dieu et d'ultranationalistes. Au bout d'une histoire nationale hors du commun, Israël a inscrit à son actif des exploits remarquables, par certains égards uniques dans les annales des peuples. Cependant, sans constitution écrite, ni frontières définies, incertain de son identité et déchiré entre factions rivales, il se condamne à une existence précaire, faute de savoir qui il veut être. L'histoire et la géographie l'ont placé au cœur d'une région instable, mal intégrée à la modernité et travaillée par le fondamentalisme religieux. Et pour couronner le tout, il subit les contrecoups d'un ou plutôt de mondes morcelés, d'où a disparu tout semblant d'ordre international. « Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres ». Jamais le mot du philosophe italien Antonio Gramsci n'a paru plus pertinent.

Il y a cependant une autre manière d'envisager les choses. Après tout, je ne veux pas finir sur une note désespérée. On m'a appris ici, quand j'y étais moi-même étudiant, qu'« il ne fallait pas désespérer La Sorbonne ». Souvent, dans l'histoire, des pires catastrophes ont surgi les solutions les plus audacieuses. Des ruines de la Seconde Guerre mondiale est née l'Europe unie ; des cendres de la Shoah, l'État d'Israël. Pourquoi du saccage des communautés israéliennes et de la bande de Gaza n'émergerait pas enfin la solution à la sempiternelle question palestinienne ?

29 janvier 2024